

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 09/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

MITHIEUX ET FILS

570 avenue de Villarcher - ZI des Landiers Nord
73000 CHAMBERY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement MITHIEUX ET FILS implanté 570, Avenue de Villarcher ZI des Landiers Nord 73000 CHAMBERY. L'inspection a été annoncée le 02/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée suite aux non-conformités mises en évidence par le rapport établi par l'organisme CERECO le 16/11/2022, relatif au contrôle inopiné des 3 et 4 octobre 2022, effectué à la demande de la DREAL, portant sur les rejets d'eaux industrielles de l'installation de la société MITHIEUX.

La précédente visite d'inspection de l'établissement avait, pour rappel, été réalisée le 12/05/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MITHIEUX ET FILS
- 570, Avenue de Villarcher ZI des Landiers Nord 73000 CHAMBERY
- Code AIOT : 0006104374
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La société Mithieux, implantée sur le bassin Chambérien depuis 1937, est une entreprise de traitement de surface des métaux en vue notamment de les protéger contre la corrosion, principalement à destination de la filière automobile.

En 2021, l'industriel a bénéficié d'une aide de l'Etat dans le cadre du plan France Relance afin de réaliser des travaux de modernisation des équipements et d'augmenter ses capacités de production.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative;
- rejets dans l'eau;
- modifications des installations.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation - rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 15/03/2010, Articles 3.3.11 et 3.3.12	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Conformité de l'installation - rejets eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 15/03/2010, Article 3.3.9	/	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
3	Conformité de l'installation - surveillance pérenne RSDE (Rejets Substances Dangereuses dans l'Eau)	Arrêté Préfectoral du 15/03/2010, Articles 9.1.4.3 et 9.1.4.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Modification de l'installation - Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 15/03/2010, Article 1.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Conformité de l'installation - cessation d'activité	Code de l'environnement, Article R. 512-66-1 du 01/01/2023	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la dernière inspection du 12/05/2021, des actions correctives avec échéance devaient être mises en oeuvre. Lors de l'inspection réalisée le 14/12/2022, il a été constaté que plusieurs de ces demandes ne pouvaient pas être soldées.

Il est notamment toujours constaté des non conformités des rejets d'eaux industrielles au regard des VLE de l'arrêté préfectoral du 15/03/2010. L'exploitant ne dispose pas d'un programme de surveillance mis à jour suite à la publication de l'arrêté ministériel RSDE du 24/08/2017. De plus, les installations aujourd'hui exploitées ne correspondent plus à l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur du 15/03/2010, suite aux nombreuses modifications réalisées sur ces installations, lesquelles n'ont pas toujours fait l'objet d'un porter à connaissance à destination de l'administration. L'objectif est de produire un arrêté préfectoral consolidé au cours de l'année 2023.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par messagerie le 23/12/2022 des éléments demandés lors de la visite, en lien avec les points de contrôle 1 et 5.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2010, articles 3.3.11 et 3.3.12
Thème(s) : Risques chroniques, VLE ¹ et fréquence de surveillance des rejets eaux pluviales (lettre de suite précédente inspection 12/05/2021)
Point de contrôle déjà contrôlé : oui – inspection du 12/05/2021
Prescription contrôlée : Demandes d'actions correctives du 12/05/2021 : Autosurveillance eaux pluviales : La surveillance des eaux pluviales susceptibles d'être polluées n'a pas été effectuée. Il n'est donc pas possible de vérifier la conformité aux VLE. → L'exploitant devra respecter les VLE prescrites dans l'arrêté préfectoral lors du prochain contrôle des eaux pluviales.
Constats : L'exploitant nous a informés que des analyses ont été réalisées en 2021 et 2022 avec des résultats conformes à l'arrêté préfectoral du site. La périodicité de surveillance des eaux pluviales n'étant pas définie, l'exploitant a proposé de réaliser un suivi trimestriel en même temps que les analyses de recalage. Il a par ailleurs indiqué que la saisie des résultats des analyses sur GIDAF avait été faite en octobre 2022.
Observations : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre : <ul style="list-style-type: none">• le rapport des analyses effectuées en 2022 ;• le plan des réseaux des effluents liquides (eaux pluviales non polluées, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux industrielles...) ;• le plan de la station de traitements des effluents aqueux interne au site ;• la convention de rejet à la STEP de Chambéry ;• la fiche de données de sécurité du produit TNT 15 ; <u>Suite à l'inspection, ces éléments ont été transmis par l'exploitant le 23/12/2022 de manière satisfaisante.</u> L'exploitant doit en outre mettre en place une surveillance trimestrielle des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, et saisir les résultats des mesures du mois N sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement avant la fin du mois N+1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

1 Valeur limite d'émission

N° 2 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2010, article 3.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets eaux industrielles (lettre de suite précédente inspection 12/05/2021)
Point de contrôle déjà contrôlé : oui – inspection du 12/05/2021
<p>Prescription contrôlée : Demandes d'actions correctives du 12/05/2021 :</p> <p>1- La surveillance des eaux industrielles présente des non conformités par rapport aux VLE de l'arrêté préfectoral. L'exploitant indiquera, sous 3 mois, les actions prévues pour le respect des VLE concernant le Nickel et la DCO (demande chimique en oxygène).</p> <p>2- Il existe de nombreuses incohérences/différences entre les résultats des analyses faites par l'exploitant et celles réalisées par le laboratoire externe. Dans un délai de 3 mois, l'exploitant doit expliquer clairement, substances par substances, l'origine de ces différences et proposer un plan d'action pour fiabiliser les mesures. Il devra également expliquer d'où proviennent les cyanures, argent et plomb dans le cas où il ne s'agirait pas d'interférence analytique.</p>
<p>Constats :</p> <p>1- Le rapport de l'organisme CERECO en date du 16/11/2022, établi suite au contrôle effectué les 3 et 4 octobre 2022 sur les rejets aqueux industriels de l'établissement, présente des non conformités au regard des valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/03/2010, avec une concentration supérieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 fois la valeur limite pour le nickel et les cyanures : concentrations mesurées respectivement à 11mg/l pour une valeur limite fixée à 2 mg/l, et à 0,55 mg/l pour une valeur limite fixée à 0,1 mg/l ; • 2 fois la valeur limite pour la DCO : concentration mesurée à 1640 mg/l pour une valeur limite fixée à 600 mg/l <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection son projet de mise en œuvre d'un procédé membranaire de zinc nickel qui, selon lui, devrait permettre d'éviter la formation de complexes cyanurés en produits de dégradation. L'exploitant a également précisé que cette technique devrait permettre de réduire les concentrations émises dans les effluents aqueux en cyanures, nickel et DCO.</p> <p>L'échéancier présenté par la société MITHIEUX est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • janvier 2023 : test sur 1 chaîne de traitement ; • fin février 2023 : connaissance de la pertinence du procédé ; • août 2023 : déploiement du système sur l'ensemble des lignes de traitement si test concluant. <p>2- Pour expliquer les différences entre les résultats des analyses des effluents aqueux (cyanures et métaux) faites en interne et celles réalisées par les laboratoires externes, l'exploitant s'est appuyé sur l'étude du CETIM de janvier 2019 réalisée dans le cadre de la commission Revêtements et Traitements de Surface. Cette étude a montré qu'il peut exister des variations importantes dans les résultats des analyses, selon qu'elles sont réalisées en interne ou en externe, et même entre deux organismes externes agréés. Cette étude a également montré que ces dispersions sont plus importantes lorsqu'il s'agit de matrices complexes comme celles issues des effluents de traitement de surface.</p> <p>Cela étant, les conclusions de cette étude ne permettent pas à MITHIEUX d'expliquer clairement les différences observées entre les méthodes internes et externes d'analyse.</p> <p>De plus, la dispersion des analyses est toujours constatée en 2022 entre MITHIEUX et SAVOIE LABO.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre un document de présentation du procédé membranaire zinc nickel, avec notamment les objectifs visés et l'échéancier indiqué par l'exploitant lors de l'inspection. Ce document détaillera également les autres réflexions en cours afin d'améliorer la qualité des effluents et la fiabilité des résultats des analyses.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2010, article 3.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets eaux industrielles (lettre de suite précédente inspection 12/05/2021)
Point de contrôle déjà contrôlé : oui – inspection du 12/05/2021
Proposition de délais : 8 mois

N° 3 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2010, articles 9.1.4.3 et 9.1.4.4
Thème(s) : Surveillance pérenne RSDE (lettre de suite précédente inspection 12/05/2021)
Point de contrôle déjà contrôlé : oui – inspection du 12/05/2021
<p>Prescription contrôlée : Demandes d'actions correctives du 12/05/2021 : L'exploitant ne dispose pas d'un programme de surveillance mis à jour suite à la publication de l'arrêté ministériel RSDE du 24/08/2017 modifiant l'arrêté ministériel de prescriptions générales traitement de surface du 30/06/2006. A noter l'existence du guide de mise en oeuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau (disponible sur AIDA). → En vue d'établir ce programme de surveillance, l'exploitant devra, sous 6 mois, mettre à jour le tableau de positionnement remis fin 2019 à l'inspection des installations classées afin de tenir compte des dernières modifications du process.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a jamais transmis le document demandé. Il a indiqué qu'il souhaite finaliser les modifications organisationnelles et de rationalisation des traitements avant de réaliser le porter à connaissance demandé au point de contrôle n°4, dans lequel il intégrerait la mise à jour du tableau de positionnement remis fin 2019.</p>
<p>Observations : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre le tableau de positionnement en application de l'arrêté ministériel RSDE du 24/08/2017, mis à jour en tenant compte des dernières modifications du process, sans attendre la finalisation de ces modifications organisationnelles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2010, article 1.5.1
Thème(s) : Modification de l'installation, Porter à connaissance (lettre de suite précédente inspection 12/05/2021)
Point de contrôle déjà contrôlé : oui – inspection du 12/05/2021
Prescription contrôlée : Demandes d'actions correctives du 12/05/2021 : L'entreprise Mithieux va agrandir et moderniser ses lignes de production, elle a été lauréate du fond de modernisation de la filière automobile à hauteur de 800 000 euros. Conformément à l'article L.181-14 du code de l'environnement, un porter à connaissance doit être transmis à monsieur le préfet, avant le début des travaux de modernisation des lignes de production. Par ailleurs, ce porter à connaissance doit intégrer les nombreuses modifications réalisées ces dernières années et non prises en compte par l'arrêté préfectoral en vigueur.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis de porter à connaissance à l'inspection des installations classées. Les travaux de modernisation des lignes de production sont aujourd'hui achevés.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un dossier permettant, sur la base des activités présentes sur le site, de préparer un arrêté préfectoral consolidé. Ce dossier comprendra notamment l'identification exhaustive des prescriptions manifestement inadaptées de l'arrêté préfectoral du 15/03/2010, à l'issue de la mise en place d'un groupe de travail interne regroupant les différentes compétences de l'usine pour une relecture précise de son arrêté préfectoral. L'objectif est de produire un arrêté préfectoral consolidé au cours de l'année 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2023, article R. 512-66-1
Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. [...] II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2023, article R. 512-66-1
Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>certIFICATEURS et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV. - L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations. Lorsque la réhabilitation n'est pas réalisée en même temps que la mise en sécurité, il informe par écrit de son achèvement le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations aujourd'hui exploitées ne correspondent plus à l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur du 15/03/2010. Depuis cette date, de nombreuses modifications ont été réalisées sur les installations classées.</p>
<p>Observations :</p> <p>1- L'inspection demande à l'exploitant de transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le classement actualisé <u>au 01/01/2023</u> de ses installations classées; • <p>2- Il lui est également demandé de réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les éventuelles cessations d'activité partielles (2575, ...?) pour les installations concernées par une rubrique, listées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 15/03/2010, qui ne sont plus exploitées ; et de rappeler les cessations déjà réalisées le cas échéant; • la télédéclaration d'éventuelles nouvelles installations exploitées soumises au régime de la déclaration (4130-2 au vue de l'augmentation de volume et du dépassement du seuil de déclaration depuis 2016,...?).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
<p>Proposition de délais : 1- : 2 mois</p> <p>2- : 6 mois</p>